

L'OBSTINATION AU POUVOIR

Après onze ans de règne, la chancelière surclasse en influence ses homologues européens.

PAR AXEL GYLDÉN

La chancelière s'est fait gronder ! Le mois dernier, en séance plénière du Bundestag, Angela Merkel, comme cela lui arrive souvent, prend la liberté de quitter le banc réservé au gouvernement pour se diriger vers la première travée de l'hémicycle, afin d'aller bavarder avec un élu de son camp. Problème : une députée du parti d'opposition Die Linke (La Gauche), qu'elle ignore ostensiblement, s'exprime au même moment à la tribune. Une attitude inconvenante aux yeux du président de l'Assemblée, Norbert Lammert. Au perchoir, ce dernier saisit son micro et interrompt l'oratrice : « Non, non, Madame la Chancelière, ceci n'est pas possible. D'accord ? » Loin d'en prendre ombrage, la femme qui règne sur l'Allemagne depuis 2005 cligne des yeux pour signifier qu'elle a compris la leçon.

Impensable dans d'autres pays, cette scène en dit long sur la culture démocratique allemande, mais également sur la psychologie de la chancelière. L'ex-Allemande de l'Est Angela Merkel est une protestante typique, pour qui l'égalité entre les êtres humains constitue une notion fondamentale. Voilà pourquoi, même arrivée au plus haut niveau de l'Etat, « la femme la plus puissante du monde » ne souhaite bénéficier d'aucun privilège, continue d'habiter avec son mari dans un modeste appartement de Berlin, de passer des vacances sans faste sur la mer Baltique et d'aller faire ses courses chez l'épicier du coin quand elle le peut – ce qui lui permet de connaître le prix d'un pain au chocolat...

Percer le mystère Merkel, comprendre et expliquer les ressorts profonds de la chancelière, tellement indéchiffrable qu'elle a longtemps été accusée d'être dépourvue de convictions, est devenu, au fil des ans, une discipline de la science politique à part entière. Il existe des « merkologues » comme il y avait jadis des « kremlinologues ». Tous s'accordent sur un point : afin d'appréhender la pensée de celle qui dirige le pays le plus peuplé d'Europe (80 millions d'âmes), il faut revenir à son enfance. Quoique née, en 1954, à Hambourg, alors en République fédérale d'Allemagne (RFA),



**ANGELA
MERKEL**

Angela Merkel passe la première partie de sa vie en République démocratique d'Allemagne (RDA), jusqu'à la chute du mur, en 1989. C'est en 1954 aussi que l'Eglise demande à son père, Horst Kasner, un pasteur et théologien luthérien, d'aller prêcher la bonne parole dans la partie orientale du pays, communiste et athée. Il décide ainsi de déménager à l'Est, à une époque où des centaines de milliers de personnes font le chemin en sens inverse, afin d'échapper aux griffes du totalitarisme naissant. Dans la petite localité de Templin, ➤

D. MOUHARPOULOS/GETTY IMAGES/AFP

► dans l'actuel Land de Brandebourg, à une heure et demie au nord de Berlin, toute la famille est surveillée par la Stasi, la police politique. La mère, qui est professeur d'anglais, n'a pas le droit d'exercer son métier.

Dès l'âge tendre, Angela rejoint le mouvement des jeunes pionniers. A l'école, où elle est de très loin la meilleure élève qu'on ait jamais vue, elle excelle en mathématiques et en russe. Bref, elle paraît conforme au modèle de la parfaite étudiante communiste. « Je n'ai jamais senti que la RDA était vraiment mon pays, déclare-t-elle pourtant en 1991. Mais je ne me suis jamais laissée aller à l'amertume. J'utilisais tous les espaces de liberté que laissait malgré tout la RDA. » Au contact du système policier le plus abouti du bloc communiste, Angela apprend surtout l'art de la dissimulation. Ce qui, en 1999, deux jours avant Noël, lui servira à exécuter sans trop d'états d'âme son père politique, Helmut Kohl. Dans une tribune parue dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, elle accable son mentor, alors éclaboussé par le scandale du financement occulte de l'Union chrétienne-démocrate (CDU). Quatre mois plus tard, elle le remplace à la tête du parti.

Sans doute considérait-elle, en bonne protestante, que, s'il avait triché, Kohl devait faire face à ses responsabilités. Et payer. Une chose est sûre : Angela Merkel tient l'essentiel de ses valeurs de son théologien de père. « En 2005, à Hanovre, six mois avant qu'elle devienne chancelière, je l'ai entendue se livrer à une brillante exégèse des livres des Maccabées, à l'occasion des journées de l'Eglise évangélique d'Allemagne. La haute tenue de son exposé m'a énormément frappée, je m'en souviens comme si c'était hier, se remémore la députée européenne centriste (et germanophone) Sylvie Goulard.



M. JUNG/DPA PICTURE-ALLIANCE/AFP

En 1991, elle est ministre des Femmes et de la Jeunesse du gouvernement Helmut Kohl, son père politique. Qu'elle évincera sans trop d'états d'âme huit ans plus tard.

Il est évident que son éducation et sa morale protestantes ont énormément compté dans sa décision d'accueillir des migrants et les réfugiés de guerre, mais également dans ses prises de position à l'égard de la Grèce. Dans ce dernier cas, son hésitation à venir en aide à des gens qui avaient dilapidé de l'argent ressemblait à un cas de conscience typiquement luthérien. »

« L'Allemagne se conçoit désormais comme un pays d'immigration »

Le bilan de Merkel, selon Hans Stark, spécialiste de l'Allemagne à l'Institut français des relations internationales (Ifri)

Angela Merkel a-t-elle changé l'Allemagne ?

Elle a surtout transformé la culture et les mœurs de son propre parti, l'Union chrétienne-démocrate (CDU). Ce faisant, elle a fait évoluer tout le paysage politique. Autrefois, la CDU était une formation très conservatrice, plutôt machiste et dominée par des hommes, avec peu d'espace pour les femmes. Le parti est maintenant dirigé par une femme

depuis seize ans, avec une autre femme comme candidate la plus sérieuse à sa succession : Ursula von der Leyen, actuelle ministre de la Défense. D'une façon générale, la CDU se féminise.

D'autres évolutions ?

La CDU est un parti bien davantage libéral et proeuropéen, avec des idées empruntées tantôt aux sociaux-démocrates, tantôt aux écologistes. Après la catastrophe de Fukushima, elle a fait sien le thème de la sortie du nucléaire. Elle a également rompu avec la conscription, allant à l'encontre des valeurs

traditionnelles de la CDU. L'accueil des migrants est un exemple encore plus flagrant. Au début des années 2000, le parti était fixé sur l'idée que les immigrés étaient des « *Gastarbeiter* », soit des travailleurs invités, qui avaient vocation à repartir. Désormais, l'Allemagne se conçoit comme un pays d'immigration au même titre que le Canada ou l'Australie. Bref, elle a carrément déplacé le curseur de la CDU au centre. Aujourd'hui, des sympathisants du Parti social-démocrate (SPD) et d'anciens électeurs des Verts sont prêts à voter pour elle. En contrepartie, elle est lâchée

par la droite du parti, qui se tourne vers Alternative für Deutschland (AFD), lequel prend aussi des voix aux autres partis, y compris de gauche.

Sera-t-elle candidate en septembre 2017 ?

Le congrès de la CDU, en décembre prochain, nous renseignera sur ce point. Pour ma part, je pense que oui. Certes, 4 Allemands sur 5 critiquent sa politique migratoire. Mais, en même temps, 3 sur 4 jugent son bilan globalement positif. Et elle reste populaire chez près de 1 électeur sur 2 – 48 % exactement. C'est un socle solide.

Hormis l'accueil de plus de 1 million de migrants – ce qui n'est certes pas une mince affaire –, Angela Merkel n'a guère introduit de bouleversements sur la scène intérieure, si ce n'est dans les mœurs politiques de la droite (voir l'interview page ci-contre). De fait, le grand changement s'est produit avant son avènement : c'est la réforme du Code du travail initiée par son prédécesseur, Gerhard Schröder. Du moins a-t-elle eu l'intelligence et l'humilité d'accompagner les changements en se comportant en femme d'Etat : sans tirer la couverture à elle, mais en songeant à l'intérêt supérieur du pays.

« L'empreinte Merkel » se mesure surtout sur la scène internationale, notamment dans ses rapports avec la Russie. Sa relation personnelle, quoique tendue, avec Vladimir Poutine constitue sans doute le facteur déterminant des affaires diplomatiques actuelles. En la matière, la chancelière dispose d'un avantage qu'aucun autre chef d'Etat ne possède : elle parle parfaitement la langue de Tolstoï (de son côté, le maître du Kremlin maîtrise l'allemand, qu'il pratiquait du temps où il était officier du KGB à Dresde, de 1985 à 1990).

Pourtant, en 2007, lors d'une conférence de presse, Poutine, qui tient de ses « services » que la chancelière a peur des chiens, laisse son labrador Connie s'approcher d'Angela. Laquelle, un instant crispée, se sort de ce mauvais pas par cette réplique qui tourne au désavantage du Russe : « Elle ne mange pas les journalistes, au moins. » Mme Merkel est le seul interlocuteur occidental que Vladimir Poutine tienne en estime.

François Hollande est trop affaibli politiquement, la Britannique Theresa May quitte l'Europe, l'Espagnol Mariano Rajoy et l'Italien Matteo Renzi ne pèsent pas lourd. Quant à Barack Obama, il n'est pas en « *speaking terms* » avec le Russe. « L'Allemagne se trouve dans une situation entièrement nouvelle, dans la mesure où ses partenaires et alliés attendent d'elle beaucoup plus qu'avant, y compris dans la résolution de conflits, décrypte l'historien Ulrich Schlie, ancien conseiller de Wolfgang Schäuble (l'actuel ministre des Finances, CDU). Avec sa politique de "*ruhige Hand* [main ferme]", Angela Merkel s'est clairement engagée dès le début à assumer les nouvelles responsabilités allemandes, mais en laissant le temps à la société de comprendre toutes les implications d'un rôle international accru. »

Prudente dans ses rapports avec Moscou, la chancelière agit avec tact. « Elle est à la fois très déterminée et très modérée, juge l'eurodéputée Sylvie Goulard. Quoique ferme, elle ne fait jamais de déclarations à l'emporte-pièce. Son self-control est même assez incroyable. Elle travaille beaucoup ses dossiers et ne fanfaronne jamais, ce qui semble être la bonne attitude face aux Russes. » Outre que l'Allemagne dépend à près de 40 % de la Russie pour son approvisionnement énergétique (gaz et pétrole), Berlin et Moscou ont en

Le jour où elle a dit oui aux migrants

Dans la nuit du 4 au 5 septembre 2015, Angela Merkel ouvre les frontières aux réfugiés. Un geste humanitaire historique qui change la face du pays.

En juillet 2016, elle s'est pourtant montrée inflexible face à une Palestinienne de 14 ans qui lui demande, en larmes, sur un plateau de télévision, si sa famille peut rester en Allemagne.

Entre-temps, la chancelière a évalué les dangers d'une fermeture des frontières. Non seulement une crise humanitaire pourrait voir le jour au cœur de l'Europe, mais, de plus, l'Allemagne pourrait être tenue responsable de ces événements dramatiques. Prudente, Angela Merkel a cependant renoncé à employer son slogan, « *Wir schaffen das!* » – « Nous y arriverons ».

ROMAIN ROSSO

effet partie liée dans d'autres dossiers, à commencer par la guerre en Syrie. Alors que Vladimir Poutine compte parmi les belligérants, Angela Merkel, elle, est la première concernée par un règlement du conflit, lequel aurait un impact direct sur le ralentissement des flux migratoires en direction de l'Allemagne.

Mais s'asseoir à la même table et négocier sereinement est devenu nettement plus difficile depuis l'annexion de la Crimée, en 2014, et les sanctions économiques européennes qui se sont ensuivies. Après avoir interrogé les milieux économiques allemands et étudié tous les paramètres à sa manière très scientifique (docteur en chimie quantique, elle a obtenu la mention « très bien » pour sa thèse, en 1986), Angela Merkel estime que son pays peut se permettre de sanctionner Moscou, même si le manque à gagner est considérable : 2,1 milliards d'euros pour la seule industrie pharmaceutique allemande.

Dans son bureau de Genève, d'où il contemple sa longue carrière avec un esprit toujours très vif malgré ses 90 ans, Dusan Sidjanski, « penseur du fédéralisme européen » qui a connu des générations de dirigeants politiques, hésite un peu avant de juger la chancelière. « Elle est multifacette et difficile à cerner, entame le politologue suisse d'origine yougoslave. Puis il se lâche : je retiens surtout sa mauvaise gestion de la crise européenne, en particulier de celle de la Grèce. En imposant l'austérité à l'Europe du Sud, en refusant de mutualiser les dettes, en ignorant les grands projets d'infrastructures, d'éducation et de recherche qui auraient pu relancer l'Europe, elle a fait le lit des extrêmes... En Allemagne, l'afflux de migrants a même causé le retour de l'extrême droite, avec le surgissement d'Alternative für Deutschland (AFD). Tout cela, c'est elle. Elle seule était en position de créer un élan vital de nature à faire repartir l'Europe. Elle ne l'a pas fait. » Le fera-t-elle au cours de son éventuel quatrième mandat, à partir de septembre 2017? ■